

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
ADDIS-ABEBA

WP.6/ED/34 67103  
Août 1973  
Original: Français

SEMINAIRE REGIONAL SUR L'EDUCATION PERMANENTE  
AU NIVEAU UNIVERSITAIRE ET LA CONSTITUTION  
D'UN PERSONNEL QUALIFIE EN AFRIQUE

Jumelé avec la

QUATRIEME CONFERENCE DE L'ASSOCIATION AFRICAINE  
DE L'EDUCATION DES ADULTES

Addis-Abéba, 3 - 14 septembre 1973

organisée sous les auspices communs de

LA FONDATION ALLEMANDE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

et de

LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

avec la collaboration de

L'ASSOCIATION AFRICAINE DE L'EDUCATION DES ADULTES

LE CONGRES INTERNATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE DES ADULTES

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE  
ET LA CULTURE

ETUDE DE CAS

CENTRE INTERDISCIPLINAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EDUCATION PERMANENTE

UNIVERSITE NATIONALE DU ZAIRE  
CAMPUS DE KINSHASA

par

Professeur Jacques Paulus  
Directeur du CIDEF du Campus de Kinshasa  
Université nationale du Zaïre

Questionnaire préparatoire au séminaire de la C.E.A.  
du septembre 73 sur le perfectionnement  
de la main-d'oeuvre (1ère partie).

I. Questionnaire générale.

- 1) Dans le "Code du Travail Zaïrois" (9 août 1967), promulgué par ordonnance présidentielle n° 67/310, on lit à l'article 5 : "Tout employeur public ou privé a l'obligation d'assurer la formation, le perfectionnement ou l'adaptation professionnelle des travailleurs qu'il emploie. A cette fin, il pourra utiliser les moyens mis à sa disposition, sur toute l'étendue du territoire de la République, par l'Institut National de Perfectionnement Professionnel" (I.N.P.P.). Plus loin, on signale que les employeurs devront verser une certaine contribution pour le fonctionnement de l'I.N.P.P., dont le montant sera fixé tous les 3 ans (actuellement de 0,75 % à 1 % du volume des salaires, selon que l'entreprise organise elle-même ou non des activités de perfectionnement de son personnel).
- 2) L'I.N.P.P. existe et fonctionne principalement à Kinshasa, à Lubumbashi et à Boma où il s'est installé jusqu'ici mais des extensions sont prévues pour couvrir tout le territoire. L'I.N.P.P. a bénéficié dans le passé d'une importante aide de l'O.I.T.  
  
Certains organismes et sociétés organisent eux-mêmes de façon régulière ou sporadique le perfectionnement de leur personnel (GECAMINES du Shaba, ONATRA, certains départements ministériels); d'autres utilisent les services d'organismes publics (département ministériel des Affaires Sociales, Université nationale,...) ou privés (Institut Industriel et Commercial, Centre de Formation et de Perfectionnement des Cadres et de la Maîtrise,...). Signalons que d'autres possibilités de perfectionnement existent pour les individus : de nombreux cours du soir, l'I.N.E.P., l'A.F.C.A. (Association pour la Formation des Cadres - Paris), cours par correspondance de l'INADES-Abidjan diffusés par le CEPAS (plus de 1 000 correspondants), etc.
- 3) L'offre est de très loin inférieure aux besoins. Dans bien des cas, les individus cherchent dans le perfectionnement une promotion salariale plutôt que l'accroissement de leur compétence et de leur rendement. Le renforcement d'un nationalisme sain et d'une conscience civique et professionnelle devraient y remédier : on ne fait pas assez dans ce sens.
- 4) Inadéquat pour les raisons données en 3)

Réponse au questionnaire préparatoire au séminaire de la  
C.E.A. de septembre 1973 d'Addis-Abéba (2ème partie)

Le CIDEP du campus de Kinshasa (Centre Interdisciplinaire pour le Développement et l'Education Permanente) qui, depuis quelques mois, a succédé au C.U.F.D. (Centre Universitaire pour la Formation au Développement), possède actuellement 4 départements :

- formation au développement des étudiants;
- soutien aux anciens et aux diplômés zaïrois;
- école et développement;
- activités extra-muros.

L'origine et l'évolution du CIDEP sont telles que les activités de perfectionnement en vue du développement sont réparties dans ces 4 départements. Dans beaucoup d'universités africaines des pays dits "anglophones", un département d'"Adult education", d'"Extra-mural studies" ou de "University extension" existe depuis leur fondation car ces structures étaient courantes dans les universités anglaises ou nord-américaines. Rien de tel (hélas!) dans la tradition napoléonienne (française ou belge). Notre université a donc été amenée à se poser le problème de l'éducation des adultes par des voies propres, qui tiennent aux circonstances, et dont il semble utile de retracer le cheminement.

On s'est demandé si l'Université jouait le rôle qu'on était en droit d'attendre d'elle dans le développement de la nation. On se plaignait que nos diplômés restaient presque tous en ville, de préférence même dans la capitale, qu'ils n'étaient pas créateurs et producteurs, qu'on ne trouvait parmi eux aucun entrepreneur, qu'ils étaient abstraits, trop théoriciens, etc. Ils nous ont semblé que la première manière de mettre l'université au service de la nation était de remédier à cet état des choses (ou du moins de s'y essayer). Entre autres, il fallait viser à faire de chaque universitaire un agent de développement, un éducateur d'adultes, là où il serait, surtout à l'intérieur du pays, et non créer seulement un service spécialisé qui déchargerait le reste de l'université du souci d'extension et d'activités extra-muros.

Il fallait surtout aider nos anciens (diplômés) à être, à l'intérieur du pays, des agents de développement pleins d'initiatives, d'initiatives dépassant leurs étroites spécialités. Nous offrons modestement jusqu'ici une aide à l'éducation permanente de nos anciens qui le demandent en leur facilitant l'abonnement à des revues étrangères (problème difficile du change des monnaies !), le contact avec les professeurs pour résoudre certains problèmes (établissement de bibliographies utiles, avis sur des travaux personnels en cours,...). Nous aidons ceux qui désirent entreprendre des actions de développement ou d'éducation des adultes. C'est ainsi que nous sommes engagés depuis 3 ans dans un programme de perfectionnement de maîtres de l'enseignement primaire à Manono, en collaboration avec 2 anciens : un Assistant du CIDEP réside en permanence dans cette petite ville de province. C'est ainsi également que depuis plus d'un an nous assumons une aide multiforme à un autre ancien qui a lancé et qui anime un gros village de développement (par regroupement volontaire des villages voisins): Kiondokiambidi. Nous y formons entre autres un nouveau type d'instituteur qui sera capable de s'occuper de l'éducation des adultes en plus de celle des enfants.

Aider les diplômés est une chose mais l'inadaptation de beaucoup d'entre eux et leur répulsion pour le travail auprès des masses, surtout à l'intérieur du pays, ne proviennent-elles pas de lacunes dans leur formation à l'université? On a obtenu, pour y remédier partiellement, l'instauration d'un cours de "civisme et développement" pour tous les étudiants des 1ères et 2èmes années d'études (30 h. + 30 h.): on y sensibilise aux problèmes du développement, à l'éducation des adultes, aux techniques du développement communautaire et des coopératives... Cette tranche de formation forcément encore un peu abstraite est complétée par une enquête socio-économique de 10 jours en milieu rural durant les vacances pour tous, afin de les conscientiser davantage au contact du réel. On offre aussi des possibilités à un certain nombre d'étudiants de donner des cours du soir de rattrapage soit au campus soit en ville: cela constitue autant une aide à la population qu'une formation sociale pour les étudiants. C'est le département "Ecole de développement" qui assure l'organisation des cours du soir dont certains portent sur l'agriculture.

En dehors de ces activités où les aspects de multiplication et de recherche, propres à l'université, sont bien mis en valeur, nous avons aussi d'autres activités "extra-muros", selon les besoins exprimés ou perçus et les possibilités du campus. Citons quelques exemples.

En 1970, à la demande du Ministère de l'Education nationale, nous avons organisé une session d'étude de 2 semaines pour le perfectionnement des fonctionnaires de la radio-scolaire. La même année, durant les grandes vacances, nous avons organisé dans 9 zones de la république, avec le concours de 47 étudiants de diverses facultés, des sessions de recyclage pour enseignants du primaire. Il y a quelques mois, trois assistants du CIDEP ont participé très activement, en qualité d'animateurs, à une session de formation destinée à des responsables de coopératives. Cette session était organisée par le syndicat national, l'UNTZA. A plusieurs reprises, un Assistant du CIDEP, qui se spécialise en développement communautaire, a participé à des sessions de perfectionnement pour animateurs ruraux à la base. Nous avons aussi participé à des sessions pour directeurs d'écoles, etc...

Avec la réforme de l'université, intervenue en 1971, le CIDEP fonctionnera bientôt dans les 3 campus de l'UNAZA (Université Nationale du Zaïre) et dans les Instituts d'enseignement supérieur. Un centre de perfectionnement du personnel de l'administration publique, qui fonctionnait primitivement dans le cadre du Ministère de la Fonction publique avec une forte assistance technique étrangère, vient d'être intégré au CIDEP.

Le CIDEP du campus de Kinshasa a déjà commencé à collaborer avec ce Centre. C'est ainsi qu'en fin septembre de cette année, plusieurs professeurs du campus, des facultés et du CIDEP, participeront à une session d'une vingtaine de jours destinée à tous les commissaires (préfets) et aux sous-commissaires (sous-préfets) des 45 sous-régions administratives de la république.

Le Centre de perfectionnement des enseignants et des inspecteurs, qui fonctionnait depuis plusieurs années à l'I.P.N. (Institut pédagogique national), vient également d'être transféré au CIDEP.

Les autorités académiques désirent que le CIDEP développe des programmes de graduat en cours du soir. Le lancement d'émissions radio (et T.V.) de niveau universitaire a également été décidé.

Beaucoup de nos activités sont sérieusement entravées par des limitations budgétaires. La direction générale du CIDEP, qui fonctionne au Rectorat depuis le début de 1973, s'emploie à trouver des fonds tant auprès des départements ministériels qu'auprès d'organismes et de fondations internationales. En ce qui concerne le CIDEP du campus universitaire de Kinshasa, on espère l'aide d'une fondation allemande pour créer un 5ème département consacré exclusivement à l'éducation des adultes. Une des tâches de ce département sera de donner, comme dans les universités de Nairobi et de Dar es Salaam par exemple, un diplôme d'éducateur d'adultes (1 an de cours). Nous voudrions aussi développer un programme de Santé publique qui permettra de recycler des cadres médicaux formés uniquement à la médecine curative. Enfin, nous cherchons comment financer un important projet appelé "campus des pionniers". Il s'agirait de doubler le grand et prestigieux campus urbain d'un modeste campus de brousse, situé à quelques centaines de kilomètres du premier, en plein coeur d'une zone sous-développée pour pouvoir l'étudier, de façon interdisciplinaire, et collaborer à son développement intégral.